

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1960-1961.

2 FEVRIER 1961.

Projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

Titre II. — Emploi et Travail.

Titre III. — Prévoyance Sociale.

AMENDEMENTS
PROPOSES PAR M. TROCLET.

ART. 9.

Modifier comme suit le texte de cet article :

« L'appellation « Office National du Placement et du Chômage » est remplacé par l'appellation « Office National de l'Emploi et du Chômage ».

ART. 10.

1° Au littera *d*), 2° ligne, supprimer le mot « handicapés ».

*
**

2° Supprimer le littera *h*).

*
**

3° Supprimer le littera *i*) de cet article.

Justification.

Le texte est équivoque et susceptible de n'importe quelle interprétation.

L'amélioration peut intervenir par voie d'arrêté royal.

R. A 6030.

Voir :

Documents du Sénat :

67 (Session de 1960-1961) : Projet transmis par la Chambre de Représentants;

87 (Session de 1960-1961) : Rapport;

99 (Session de 1960-1961) : Rapport.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1960-1961.

2 FEBRUARI 1961.

Ontwerp van wet voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

Titel II. — Tewerkstelling en Arbeid.

Titel III. — Sociale Voorzorg.

AMENDEMENTEN
VAN DE HEER TROCLET.

ART. 9.

De tekst van dit artikel te wijzigen als volgt :

« De benaming « Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid » wordt vervangen door de benaming « Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en Werklozenzorg ».

ART. 10.

1° In dit artikel, sub *d*), tweede regel, het woord « minder-validen » te doen vervallen.

*
**

2° In hetzelfde artikel de tekst sub *h*) te doen vervallen.

*
**

3° Littera *i*) van dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording.

De tekst is dubbelzinnig en voor alle mogelijke interpretatie vatbaar.

De verbetering kan geschieden bij koninklijk besluit.

R. A 6030.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

67 (Zitting 1960-1961) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers;

87 (Zitting 1960-1961) : Verslag;

99 (Zitting 1960-1961) : Verslag.

4° In fine de cet article ajouter un § 2 et un §3, libellés comme suit :

« § 2. — En aucun cas, les allocations de chômage ne pourront être réduites par rapport au taux fixé à la date du dépôt du présent projet de loi.

» Il ne pourra, d'autre part, être fait de distinction entre les chômeurs, sous quelque critère que ce soit, au sujet du taux des allocations de chômage et de la durée de leur attribution.

» § 3. — Le Roi déterminera les modalités d'application des dispositions contenues dans le § 1 ».

*
**

5° In fine de cet article, ajouter ce qui suit :

« Aucune discrimination fondée sur le sexe ou l'état civil ne pourra être faite entre les personnes visées par toute réglementation instituée par l'Office National de l'Emploi. »

Justification.

L'Exposé des Motifs du projet de loi ne fait pas apparaître clairement que la différence de régime qui était de règle dans le passé entre les hommes et les femmes, doit disparaître, la vie moderne ayant pour effet que de nombreuses femmes sont chefs de famille comme elles sont aussi chefs d'entreprise. Le but de l'amendement est donc essentiellement un but de clarification.

ART. 10bis (nouveau).

Insérer un article 10bis, libellé comme suit :

« L'article 7, § 1, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951, est complété par un alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« Les allocations de chômage sont payées aux bénéficiaires pendant toute la durée de leur chômage involontaire ».

Justification.

Le présent amendement a pour objet d'introduire dans la loi de cadre le principe suivant lequel le droit du travailleur aux allocations de chômage ne peut être limité aussi longtemps qu'il se trouve effectivement en chômage involontaire.

En outre, il confirme le projet de solidarité sociale, élaboré au cours de la dernière guerre mondiale par des délégués des employeurs et des travailleurs et qui, jusqu'à présent, a constitué la base de l'arrêté organique de l'Office national du Placement et du Chômage, en exécution de l'arrêté-loi Van Acker.

En le mentionnant expressément dans la loi de cadre du 28 décembre 1944, toute modification future en la matière ne pourra être apportée qu'à l'intervention du législateur.

ART. 12, 13, 14.

A. En ordre principal :

Supprimer ces articles.

4° In fine van dit artikel twee nieuwe paragrafen toe te voegen, die luiden als volgt :

« § 2. — In geen geval mogen de werkloosheidsuitkeringen worden verlaagd ten opzichte van het op de datum van de indiening van dit wetsontwerp vastgestelde bedrag.

» Voorts mag er op grond van geen enkel criterium enig onderscheid onder de werklozen worden gemaakt ten aanzien van het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen en van de duur van de toekenning ervan.

» § 3. — De Koning regelt de wijze van toepassing van het bepaalde in de eerste paragraaf ».

*
**

5° In fine van dit artikel, het volgende toe te voegen :

« Onder de personen, bedoeld bij gelijk welke door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ingevoerde reglementering, mag hoegenaamd geen onderscheid worden gemaakt op grond van kunne of burgerlijke stand. »

Verantwoording.

Uit de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp blijkt niet duidelijk dat de verschillende regeling, die in het verleden als regel gold naargelang het mannen of vrouwen betrof, moet worden opgeruimd, daar het moderne leven met zich medebrengt dat tal van vrouwen gezinshoofd, ja ook bedrijfsleider zijn. Ons amendement beoogt dus hoofdzakelijk een verduidelijking.

ART. 10bis (nieuw).

Een artikel 10bis in te voegen, luidende :

« Artikel 7, § 1, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951, wordt aangevuld met een nieuw lid opgesteld als volgt :

« De werkloosheidsuitkeringen worden aan de gerechtigden verstrekt zolang hun onvrijwillige werkloosheid aanhoudt ».

Verantwoording.

Onderhavig amendement heeft tot doel in de kaderwet het principe op te nemen luidens hetwelk het recht op werkloosheidsuitkeringen van de arbeider niet kan beperkt worden, zolang hij werkelijk en onvrijwillig werkloos is.

Het bekrachtigt bovendien het ontwerp van sociale solidariteit dat tijdens de jongste wereldoorlog door afgevaardigden van werkgevers en werknemers werd uitgewerkt en tot hertoe aan de basis lag van het organiek besluit van de Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid, in uitvoering van de besluitwet van de heer Van Acker.

Door het in de kaderwet van 28 december 1944 uitdrukkelijk te vermelden, zal elke wijziging terzake voortaan slechts kunnen geschieden door tussenkomst van de wetgever.

ART. 12, 13, 14.

A. In hoofdde :

Deze artikelen te doen vervallen.

Justification.

A notre avis le projet de loi instaure à l'égard des handicapés une politique de régression qui sera difficilement acceptée par ceux-ci et leurs organisations. D'autre part, le projet prétend introduire une politique qu'il imagine rationnelle mais qui, à la réflexion et à l'examen, a pour effet de ramener la réadaptation des handicapés — le cas échéant du lit au travail — au seul aspect professionnel.

Par ailleurs, le Fonds des Handicapés doit veiller à la réadaptation et à la mise au travail de tous les handicapés, qu'ils soient assujettis à la sécurité sociale ou non; il est donc à craindre que l'Office National de l'Emploi n'accorde que peu ou pas d'intérêt aux handicapés artisans, commerçants ou travailleurs indépendants. En outre, les recommandations internationales sont unanimes à reconnaître la nécessité d'un traitement précoce du handicap dès son apparition, ce qui nécessite souvent l'intervention en bas âge. On conçoit difficilement l'expérience dont l'Office National de l'Emploi pourrait exciper en un domaine aussi éloigné de ses préoccupations.

Enfin, compte tenu du droit administratif en général et de la notion de service public en particulier, la création d'un établissement public se justifie par la nécessité de satisfaire à un intérêt spécifique.

C'est en tenant compte de cet intérêt spécifique, celui des handicapés, que le législateur de 1958 a considéré qu'il convenait de créer un établissement public autonome et particulier, dont la mission consiste à compenser le préjudice que subissent les handicapés sur le plan humain, psychologique et social.

Le projet de loi dilue cet intérêt, particulièrement digne d'attention, dans un organisme réservé en principe aux travailleurs valides et ce, en ce qui concerne le seul problème professionnel.

Par ailleurs, aucune garantie n'est donnée au sujet de l'affectation des sommes réservées au financement du Fonds, qui est alimenté par les cotisations des assurés et assureurs en matière de véhicules automobiles et accidents de travail.

De ce fait le Fonds disposerait de 100 millions de francs par an; or, depuis le 4 avril 1960 le versement de ces fonds n'a pu être effectué faute d'un arrêté ministériel qui en fixerait les modalités.

Il serait inadmissible que ces fonds servent à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été prélevés — d'où la nécessité de conserver au Fonds des Handicapés une gestion financière autonome.

Il paraît difficile d'assurer cette gestion financière autonome sans que celle-ci ne soit accompagnée d'une autonomie d'administration.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous ne pouvons accepter la dissolution du Fonds, prévue par l'article 12 du projet de loi, pas plus d'ailleurs que les pouvoirs conférés à l'exécutif par l'article 13 pour modifier la loi du 28 avril 1958.

Cette loi doit à notre sens rester telle et, de plus, faire l'objet d'une exécution rapide.

*
****B. En premier ordre subsidiaire :**

Remplacer le texte de ces articles par un nouvel article, libellé comme suit :

« ART. 12.

« Il est inséré in fine de l'article 3 de la loi du 28 avril 1958 relative à la formation et à la réadaptation professionnelles, ainsi qu'au reclassement social des handicapés, deux alinéas libellés comme suit :

Verantwoording.

Onzes inziens betekent het wetsontwerp een achteruitgang voor de minder-validen die door hen en hun verenigingen bezwaarlijk zal kunnen worden aanvaard. Anderdeels wil het ontwerp zagezegd een rationele politiek invoeren, doch bij nader inzicht blijkt deze de omscholing van de minder-validen tot één enkel professioneel aspect terug te brengen, met name de overgang van de ziekenkamer naar de werkplaats.

Anderzijds moet het Fonds voor de minder-validen zorgen voor de omscholing en de tewerkstelling van alle minder-validen, onverschillig of deze verzekeringsplichtig zijn of niet; er bestaat dus vrees dat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening weinig of geen belangstelling aan de dag legt voor de minder-valide ambachtslieden, handelaars of zelfstandigen. Overigens erkennen de bevoegde internationale organismen eensgezind de noodzakelijkheid van een vroegtijdige behandeling en wel zodra de handicap zich voordoet, wat vaak een tussenkomst op heel jeugdige leeftijd nodig maakt. Men kan zich moeilijk indenken dat de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening zich aan dergelijk experiment zou wagen, op een gebied dat geheel buiten zijn gewone bekommernissen ligt.

Ten slotte zij opgemerkt dat, rekening gehouden met het administratief recht in het algemeen en met het begrip dienstbetoon in het bijzonder, de oprichting van een openbare instelling gerechtvaardigd is, ten einde tegemoet te komen aan een specifiek belang.

Gelet op dit specifieke belang, met name dat van de minder-validen, heeft de wetgever van 1958 gemeend dat een aparte openbare instelling diende te worden opgericht, die tot taak zou hebben de nadelen die de minder-validen uit een menselijk, psychologisch en sociaal oogpunt ondervinden, te compenseren.

Het wetsontwerp vertrouwt deze uiterst belangrijke aangelegenheid toe aan een instelling die in principe voor de valide werknemers is bestemd en dan nog enkel met betrekking tot het professionele aspect van het probleem.

Overigens wordt hoegenaamd geen garantie gegeven met betrekking tot de aanwending van de bedragen bestemd ter financiering van het Fonds, dat wordt gestijfd met de bijdragen van de verzekerden en de verzekeraars op het gebied van de motorrijtuigen en de arbeidsongevallen.

Hierdoor krijgt het Fonds de beschikking over 100 miljoen frank per jaar; nu konden deze geldmiddelen sedert 4 april 1960 niet worden gestort wegens het ontbreken van een ministerieel besluit tot vaststelling van de wijze van storting.

Het ware onaanvaardbaar dat deze geldmiddelen voor andere doeleinden werden aangewend dan die, waarvoor zij werden geheven. Bijgevolg moet het Fonds voor minder-validen onder een autonoom financieel beheer blijven.

Dit autonome financiële beheer nu is moeilijk denkbaar zonder een autonome administratie.

Daarom kunnen wij ons niet verenigen met de in artikel 12 van het wetsontwerp voorgestelde ontbinding van het Fonds, en al evenmin met de bevoegdheid die in artikel 13 aan de uitvoerende macht wordt gegeven om de wet van 28 april 1958 te wijzigen.

Deze wet moet naar onze mening blijven zoals ze is, en bovendien snel ten uitvoer worden gelegd.

*
****B. In eerste bijkomende orde :**

De tekst van deze artikelen te vervangen door een nieuw artikel, dat luidt als volgt :

« ART. 12.

« In fine van artikel 3 van de wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing van de minder-validen, worden twee leden ingevoegd, die luiden als volgt :

« Lorsque le Fonds constate la nécessité d'assurer la réadaptation professionnelle de l'handicapé dans une profession dont l'apprentissage est assumé par un des centres de l'Office National de l'Emploi, le coût de la réadaptation professionnelle ne peut être supporté par le Fonds que pour autant qu'elle soit effectuée dans un de ces centres, à moins que l'apprentissage dans de tels centres ne présente des inconvénients considérables.

Lorsque l'handicapé a été réadapté professionnellement, le Fonds l'inscrit, comme demandeur d'emploi, au bureau régional de l'Office National de l'Emploi du ressort de l'handicapé. »

Justification.

Les motifs invoqués dans le premier amendement restent valables.

Toutefois, le Ministre de l'Emploi et du Travail ayant insisté sur l'intérêt de la collaboration entre le Fonds des Handicapés et l'Office National du placement et du chômage dans le domaine de la réadaptation professionnelle et du placement, il importe de préciser que cette réadaptation professionnelle ne pourra jamais s'exercer qu'en faveur des handicapés assujettis ou futurs assujettis à la sécurité sociale, mais ne pourra pas être envisagée à l'égard des travailleurs dits indépendants.

En outre, en ce qui concerne les problèmes de placement, la même distinction doit être faite entre travailleurs assujettis à la sécurité sociale et travailleurs indépendants.

Considérant que cette collaboration entre le Fonds des Handicapés et l'Office National du placement et du chômage est nécessaire, nécessité qui a d'ailleurs déjà été reconnue par les milieux intéressés, nous proposons de maintenir le Fonds et l'entière de ses attributions, mais de préciser dans un article de loi que lorsque l'orientation de l'handicapé conclut à la nécessité d'une réadaptation dans une profession dont l'apprentissage est assuré dans un centre de l'Office National de l'Emploi, le Fonds des Handicapés ne supporte le coût de celle-ci que pour autant qu'elle s'effectue dans un de ces centres.

En outre, en ce qui concerne le placement, un même article de loi devrait préciser l'obligation pour l'handicapé réadapté professionnellement de s'inscrire comme demandeur d'emploi ou l'obligation pour le Fonds des Handicapés de procéder à cette inscription auprès de l'Office National de l'Emploi.

*
**

C. En deuxième ordre subsidiaire :

Remplacer le texte de ces articles par un nouvel article, libellé comme suit :

« ART. 12.

« Il est inséré in fine de l'article 5 de la loi du 28 avril 1958 relative à la formation et à la réadaptation professionnelles, ainsi qu'au reclassement social des handicapés, un alinéa libellé comme suit :

» Le Conseil général est assisté d'un Conseil Consultatif de Coordination composé d'un représentant des Ministres de l'Instruction Publique, de la Prévoyance Sociale, de l'Emploi et du Travail, de la Justice, de la Santé Publique et de la Famille, de la Défense Nationale, des Classes Moyennes ainsi que d'un représentant du Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité, de l'Office National de l'Emploi et de l'Œuvre Nationale des invalides de la Guerre.

» Ce Conseil élit son président en son sein. »

« Wanneer het Fonds vaststelt dat het noodzakelijk is de minder-valide om te scholen voor een beroep waarvan de opleiding in de handen is van een der centra van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, mogen de kosten voor de omscholing slechts door het Fonds worden gedragen voor zover de opleiding in een van de bedoelde centra geschiedt, tenzij de beroepsopleiding in deze centra op ernstige bezwaren zou stuiten.

« Wanneer de minder-valide omgeschoold is, laat het Fonds hem als werkzoekende inschrijven bij het gewestelijke bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van het ressort van de minder-valide. »

Verantwoording.

De redenen die in het eerste amendement zijn aangevoerd gelden ook voor het onderhavige geval.

Daar de Minister van Tewerkstelling en Arbeid echter met nadruk gewezen heeft op het belang van de samenwerking tussen het Fonds voor minder-validen en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ter zake van omscholing en tewerkstelling, dient gepreciseerd dat deze omscholing enkel ten goede mag komen aan de verzekeringsplichtige of toekomstige verzekeringsplichtige minder-validen, met uitsluiting van de zogenaamde zelfstandigen.

Hetzelfde onderscheid dient bovendien gemaakt, wat betreft de tewerkstelling, tussen verzekeringsplichtige werknemers en zelfstandigen.

Daar wij deze samenwerking tussen het Fonds voor minder-validen en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening noodzakelijk achten, wat overigens ook de mening is van de belanghebbende kringen, stellen wij voor het Fonds en zijn bevoegdheden in hun geheel te handhaven, doch niettemin in een wetsbepaling te laten vastleggen dat, wanneer het onderzoek bij de voorlichting van de minder-valide uitwijst dat het noodzakelijk is hem om te scholen voor een beroep waarvan de opleiding toevertrouwd is aan een centrum van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, neemt het Fonds voor minder-validen de desbetreffende kosten slechts voor zijn rekening voor zover de opleiding in een van deze centra geschiedt.

Wat nu de tewerkstelling geldt, zou in eenzelfde wetsartikel moeten worden bepaald dat de omgeschoolde minder-valide verplicht is zich te laten inschrijven als werkzoekende of dat het Fonds voor minder-validen hem bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening moet laten inschrijven.

*
**

C. In tweede bijkomende orde :

De tekst van deze artikelen te vervangen door een nieuw artikel dat luidt als volgt :

« ART. 12.

« In fine van artikel 5 der wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing van de minder-validen wordt een lid toegevoegd, dat als volgt luidt :

» De Algemene Raad wordt bijgestaan door een Raad van Advies voor de Coördinatie, samengesteld uit een vertegenwoordiger van de Ministers van Openbaar Onderwijs, Sociale Voorzorg, Tewerkstelling en Arbeid, Justitie, Volksgezondheid en Gezin, Landsverdediging en Middenstand, evenals een vertegenwoordiger van het Rijksfonds voor Verzekering tegen Ziekte en Invaliditeit, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en het Nationaal werk der Oorlogsinvaliden.

» Deze Raad kiest uit zijn midden een voorzitter. »

Justification.

Les motifs invoqués dans le premier amendement restent valables.

Toutefois, il semble que la principale préoccupation du projet de loi soit d'assurer une coordination entre l'Office National de l'Emploi et le Fonds des Handicapés. On peut cependant se demander, en examinant les tâches du Fonds si une coordination n'est pas tout aussi opportune et souhaitable avec d'autres établissements publics; c'est le cas notamment du F.N.A.M.I., dont la mission consiste non seulement à indemniser les personnes atteintes de maladie ou d'infirmité, mais aussi à veiller à ce que les meilleurs soins de santé soient accordés. C'est dans ce but qu'il est procédé, dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité, à l'agrégation d'hôpitaux ou de services particuliers, de médecins et d'auxiliaires médicaux.

C'est aussi dans le cadre de cette législation que la réadaptation professionnelle est envisagée à l'égard des handicapés déterminés par le Conseil Médical de l'Invalidité.

On peut donc se demander si, plutôt que de mettre l'accent sur la collaboration avec l'Office National de l'Emploi, il ne faudrait pas rechercher les moyens pour garantir une collaboration intime entre le Fonds des Handicapés et le F.N.A.M.I.

Il en est de même en ce qui concerne l'Œuvre Nationale des Invalides de Guerre qui assume la réadaptation médicale et professionnelle des victimes de la guerre et a, à peu de chose près, en ce qui concerne cette catégorie de victimes, les mêmes attributions que le Fonds.

D'autre part, une collaboration similaire pourrait être envisagée entre le Fonds des Handicapés et :

— le Ministère de l'Instruction Publique (enseignement spécial et orientation scolaire et professionnelle);

— le Ministère de la Prévoyance Sociale (octroi d'indemnités à diverses catégories de bénéficiaires de la législation sociale par suite d'invalidité);

— le Ministère de l'Emploi et du Travail (politique de l'emploi);

— le Ministère de la Justice (réadaptation sociale de certaines catégories de personnes);

— le Ministère de la Santé Publique (Fonds spécial d'assistance);

— le Ministère de la Défense Nationale (réadaptation et traitement des militaires et assimilés atteints d'invalidité);

— le Ministère des Classes Moyennes (apprentissage dans les métiers et négoce).

Ceci démontre à suffisance que beaucoup d'institutions publiques consacrent leurs activités ou une partie de celles-ci à un ou plusieurs aspects de la réadaptation des handicapés.

C'est l'occasion de constater ici qu'aucune de ces institutions, à l'exception du Fonds des Handicapés, n'est habilitée à traiter le problème de la réadaptation dans son ensemble.

Si le projet de loi insiste sur la collaboration nécessaire entre le Fonds des Handicapés et l'Office National de l'Emploi, il est tout aussi évident qu'il y a un intérêt incontestable à ce que le Fonds collabore dans les mêmes conditions avec les institutions précitées.

Dès lors, il est essentiel que ces institutions soient associées à la détermination d'une politique de réadaptation que le Fonds des Handicapés est ou sera appelé à instaurer.

En conclusion, nous proposons de créer, à côté des deux Conseils techniques visés par l'article 5 de la loi du 28 avril 1958 un Conseil de Coordination de la réadaptation dont le but est d'étudier l'application, en ce qui concerne chacune des institutions représentées, de la politique de réadaptation envisagée.

Verantwoording.

De bij het eerste amendement aangevoerde argumenten gelden ook hier.

Toch schijnt het wetsontwerp er in hoofdzaak op gericht te zijn een coördinatie tot stand te brengen tussen de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en het Fonds voor minder-validen. Wanneer men echter de taken van het Fonds overloopt, kan men zich afvragen of een coördinatie met andere openbare instellingen niet even gewenst en opportuun is, dit geldt met name ten aanzien van het R.V.Z.I., dat niet alleen tot taak heeft aan door ziekte of gebrekkigheid getroffen personen vergoedingen uit te keren, doch tevens erop toe te zien dat de beste gezondheidszorgen worden verstrekt. Daarom precies wordt er in het kader van de ziekteverzekering overgegaan tot de erkenning van ziekenhuizen en particuliere diensten, van geneesheren en medisch hulp personeel.

In het kader van deze wetgeving plaatst men ook de herscholing van de door de Geneeskundige Raad voor de Invaliditeit aangewezen minder-validen.

De vraag kan dan ook rijzen of het niet de voorkeur verdient naar middelen uit te zien om tot een nauwe samenwerking tussen het Fonds voor minder-validen en het R.V.Z.I. te komen, liever dan de nadruk te leggen op de samenwerking met de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Hetzelfde geldt ten opzichte van het Nationaal Werk voor de Oorlogsinvaliden, dat zich bezighoudt met de medische revalidatie en de herscholing van de oorlogsslachtoffers, en dat ten aanzien van deze categorie minder-validen nagenoeg dezelfde bevoegdheden heeft als het Fonds.

Voorts kan een soortgelijke samenwerking worden overwogen tussen het Fonds voor minder-validen en :

— het Ministerie van Openbaar Onderwijs (speciaal onderwijs en voorlichting bij beroepskeuze);

— het Ministerie van Sociale Voorzorg (toekenning van vergoedingen aan diverse categorieën personen, die wegens invaliditeit aanspraak hebben op de sociale wetgeving);

— het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid (tewerkstellingsbeleid);

— het Ministerie van Justitie (sociale aanpassing van sommige categorieën personen);

— het Ministerie van Volksgezondheid (Speciaal Steunfondsen);

— het Ministerie van Landsverdediging (herscholing en behandeling van minder-valide geworden militairen of gelijkgestelden);

— het Ministerie van Middenstand (leerlingwezen in ambachten en neringen).

Hieruit blijkt ten overvloede dat tal van openbare instellingen, hun activiteit geheel of ten dele richten op een of meer aspecten van de herscholing der minder-validen.

Op te merken valt dat geen enkele van deze instellingen, uitgenomen het Fonds voor minder-validen, ertoe gemachtigd is het vraagstuk van de herscholing in zijn geheel te behandelen.

Wel wijst het wetsontwerp nadrukkelijk op de noodzaak van samenwerking tussen het Fonds voor minder-validen en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, doch het is even duidelijk dat men er alle belang bij heeft een even nauwe samenwerking tot stand te brengen met de zoëven genoemde instellingen.

Daarom is het van essentieel belang dat deze instellingen worden betrokken bij de vaststelling van het herscholingsbeleid, dat het Fonds voor minder-validen moet of zal moeten gaan voeren.

Tot besluit stellen wij voor om, naast de twee in artikel 5 der wet van 28 april 1958 bedoelde technische Raden, een Raad voor de coördinatie van de herscholing in te stellen, die wordt belast met de bestudering van de praktische tenuitvoerlegging van het te voeren herscholingsbeleid door de verschillende vertegenwoordigde instellingen.

D. En troisième ordre subsidiaire :**ART. 13.**

Supprimer cet article.

Justification.

L'article 13 du projet de loi donne au Roi le pouvoir de modifier la loi du 28 avril 1958 relative à la formation et à la réadaptation professionnelles ainsi qu'au reclassement social des handicapés sans préciser la portée de ces modifications. Il s'agit là d'une délégation d'attribution inacceptable par suite de son imprécision et qui est de nature à vicier l'exercice du pouvoir législatif.

Si la majorité refuse de supprimer les articles 12, 13 et 14 du projet de loi, nous proposons de supprimer l'article 13.

ART. 18.

A la deuxième ligne du premier alinéa et à la première ligne du deuxième alinéa, remplacer chaque fois le mot « peut » par le mot « doit ».

*
**

ART. 22 à 30.

Supprimer ces articles.

Justification.

La réglementation actuelle suffit pour combattre les abus. Contrairement aux propositions de la Fédération des Industries belges, les trois organisations syndicales nationales reconnues se sont radicalement opposées à ce contrôle renforcé. Nous estimons qu'il convient d'en tenir compte, les organisations en question représentant en fait plus de 1.500.000 travailleurs.

*
**

ART. 24.**En ordre subsidiaire :**

Supprimer le 2° de cet article.

Justification.

Une telle mesure peut donner lieu à des abus et risque en tout cas de forcer le chômeur à une inactivité complète. La femme chômeuse de même que l'homme chômeur peuvent en effet exercer une activité pour leur propre besoin.

Il est d'autres moyens que la visite domiciliaire pour savoir si un chômeur exerce une activité lucrative.

En deuxième ordre subsidiaire :

A la deuxième ligne du n° 2, entre les mots « des travailleurs » et les mots « qui ont sollicité » insérer les mots « à domicile ».

D. In derde bijkomende orde :**ART. 13.**

Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording.

Artikel 13 van het wetsontwerp machtigt de Koning de wet van 28 april 1958 betreffende de scholing, de omscholing en de sociale herscholing van de minder-validen te wijzigen zonder uit te weiden over de strekking van deze wijzigingen. Het geldt hier een toekenning van bevoegdheid, die onaanvaardbaar is wegens de vage bewoordingen waarin ze is omschreven, en die de uitoefening van de wetgevende macht dreigt te misleiden.

Wordt het amendement tot weglating van de artikelen 12, 13 en 14 van het wetsontwerp door de meerderheid verworpen, dan moet alleszins artikel 13 wegvallen.

ART. 18.

Op de tweede regel van het eerste lid en de eerste regel van het tweede lid, het woord « kan » te vervangen door het woord « moet ».

*
**

ART. 22 tot 30.

Deze artikelen te doen vervallen.

Verantwoording.

De huidige reglementering volstaat om misbruiken te bestrijden. In tegenstelling met de voorstellen van het Verbond der Belgische Nijverheid hebben de drie erkende nationale syndikale organisaties zich kordaat uitgesproken tegen deze verscherpte controle. We menen dat hiermee rekening moet worden gehouden omdat deze organisaties ten slotte toch ruim 1.500.000 werknemers vertegenwoordigen.

*
**

ART. 24.**In bijkomende orde :**

Het 2° lid van dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording.

Dergelijke maatregel kan aanleiding geven tot misbruik en is in elk geval van die aard dat de werkloze tot volledige non-activiteit genoodzaakt wordt. De werkloze vrouw en ook de werkloze man mogen trouwens een activiteit uitoefenen voor voor hun eigen behoeften.

Er bestaan andere middelen dan de huiszoeking om na te gaan of een werkloze een winstgevende werkzaamheid uitoefent.

In tweede bijkomende orde :

Op de derde regel van het 2°, het woord « werknemers » te vervangen door de woorden « werknemers-thuisarbeiders ».

Justification.

La visite à domicile n'est justifiée qu'en ce qui concerne les travailleurs exerçant une activité professionnelle à leur domicile, c'est-à-dire les travailleurs à domicile.

En troisième ordre subsidiaire :

Au même alinéa, remplacer « procureur du Roi » par « juge de paix ».

ART. 33.

I. a) Remplacer le premier alinéa du § 1^{er} de cet article par ce qui suit :

« Il est créé auprès du Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité un Conseil supérieur de l'Inspection médicale »;

b) Supprimer les deuxième et troisième alinéas;

c) Au par. 2, remplacer « Institut » par « Conseil ».

II. En ordre subsidiaire :

Au troisième alinéa du § 1^{er}, remplacer la lettre « D » par la lettre « B ».

*
**

ART. 34.

a) Ajouter au 1^o les mots : « il prête serment entre les mains du Ministre qui a l'Assurance-maladie obligatoire dans ses attributions ».

b) Au 3^o, remplacer « huit » par « quatre ».

c) Au 4^o, remplacer « quatre » par « deux ».

d) Au 5^o, remplacer « deux » par « six ».

ART. 40.

Au troisième alinéa de cet article remplacer par les mots « déterminées par le Roi » les mots « de l'Institut ».

ART. 41.

Au deuxième alinéa de cet article ajouter les mots « les offices de tarification » après « établissements de soins ».

ART. 48.

Modifier comme suit le texte de cet article :

« Pour la première nomination des médecins-contrôleurs, des médecins-inspecteurs et du personnel administratif et paramédical, le Roi peut, dans les conditions qu'il détermine, nommer le personnel en service au Conseil Supérieur de l'Inspection Médicale de l'assurance maladie-invalidité institué auprès du Fonds National d'assurance maladie-invalidité, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Verantwoording.

Het onderzoek ten huize heeft slechts zin voor de werknemers die in hun woonplaats zelve een beroepsactiviteit uitoefenen, 't is te zeggen de thuisarbeiders.

In derde bijkomende orde :

In hetzelfde lid, de woorden « procureur des Konings » te vervangen door « vrederechter ».

ART. 33.

I. a) Het eerste lid van § 1 van dit artikel te vervangen door wat volgt :

« Bij het R.V.Z.I. wordt een Hoge Raad voor geneeskundig toezicht ingesteld »;

b) Het tweede en het derde lid te doen vervallen;

c) In par. 2, het woord « Instituut » te vervangen door « Raad ».

II. In bijkomende orde :

In het derde lid van § 1 letter « D » te vervangen door letter « B ».

*
**

ART. 34.

a) Het 1^o aan te vullen als volgt : « Hij legt de eed af in de handen van de Minister die de Verplichte Ziekteverzekering in zijn bevoegdheid heeft ».

b) In 3^o « acht » te vervangen door « vier ».

c) In 4^o « vier » te vervangen door « twee ».

d) In 5^o « twee » te vervangen door « zes ».

ART. 40.

In het derde lid van dit artikel de woorden « van het Instituut » te vervangen door de woorden « bepaald door de Koning ».

ART. 41.

In het tweede lid van dit artikel, na de woorden « instellingen voor verzorging » in te voegen « de tarifieringsdiensten ».

ART. 48.

De tekst van dit artikel te wijzigen als volgt :

« Voor de eerste benoeming van de geneesheren-controleurs, geneesheren-inspecteurs en van het administratief en paramedische personeel, mag de Koning, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, het personeel benoemen dat, op de datum van inwerkingtreding van deze wet, in dienst is bij de Hoge Raad voor Geneeskundig Toezicht van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, die werd ingesteld bij het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

« Les conditions seront soumises préalablement à la Commissions de consultation syndicale du F.N.A.M.I. jusqu'à constitution de la Commission de consultation syndicale propre ».

ART. 50.

Remplacer les mots « le Roi peut imposer » par « le Roi impose ».

ART. 52.

Entre les deux alinéas de cet article insérer un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Toutefois il y aura lieu de tenir compte que la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques sera assurée aux pensionnés et invalides. »

Justification.

Depuis des années les soins gratuits sont réclamés par les pensionnés et les invalides. Depuis des années les gouvernements qui se succèdent font des promesses de réaliser cette revendication. Nous croyons que le moment est venu d'assurer dans cette loi de cadre la satisfaction de cette légitime aspiration.

ART. 53.

In fine de cet article ajouter un quatrième alinéa, libellé comme suit :

« Les spécialités reconnues devront porter à l'intérieur de chaque conditionnement un bon détachable reprenant le prix et le conditionnement et susceptible d'être collé par le pharmacien sur la prescription pharmaceutique. »

ART. 56.

Ajouter in fine de cet article un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Une copie est adressée au Conseil Supérieur de Contrôle médical en vue de l'application éventuelle des dispositions prévues à l'article 44 ».

ART. 64.

Supprimer cet article.

Justification.

Il s'agit d'une dépense ordinaire. L'article proposé reporte la dépense sur les exercices suivants et compromet l'existence du Fonds National de retraite des ouvriers mineurs.

Léon-Eli TROCLET.

« De voorwaarden worden vooraf voorgelegd aan de Commissie voor syndikaal advies bij de R.V.Z.I. in afwachting dat de eigen Commissie voor syndikaal advies is ingesteld ».

ART. 50.

De woorden « kan de Koning regelen opleggen » te vervangen door « legt de Koning regelen op ».

ART. 52.

Tussen de twee leden van dit artikel een nieuw lid in te voegen, dat luidt als volgt :

« Er dient evenwel in aanmerking te worden genomen dat de gepensioneerden en invaliden kosteloos geneeskundige en pharmaceutische zorgen moeten krijgen. »

Verantwoording.

Al jaren lang worden kosteloze zorgen geëist voor gepensioneerden en invaliden. Al jarenlang beloven de elkaar opvolgende regeringen aan die eis te voldoen. Wij denken dat het ogenblik is gekomen om voldoening aan deze wettelijke verlangens te geven door deze wet.

ART. 53.

In fine van dit artikel een vierde lid in te voegen, dat luidt als volgt :

« Binnen in elke verpakking van een erkende farmaceutische specialiteit moet een afscheurbare bon voorhanden zijn, waarop de prijs en de aard van de verpakking zijn vermeld; de apotheker moet deze bon op het voorschrift kunnen plakken ».

ART. 56.

In fine van dit artikel een derde lid toe te voegen, dat luidt als volgt :

« Aan de Hoge Raad voor Geneeskundige Controle wordt een afschrift overgemaakt, met het oog op de eventuele toepassing van het bepaalde in artikel 44 ».

ART. 64.

Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording.

Het betreft hier een gewone uitgaaf. Het voorgesteld artikel draagt de uitgaaf over op volgende dienstjaren en brengt het bestaan van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers in het gedrang.